



Conseil économique et social

Distr. générale
8 mars 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts de la comptabilité nationale

Quinzième session

Genève, 17-20 mai 2016

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Mesure du capital humain

Compte satellite pour l'éducation et la formation

Établi par l'Équipe spéciale sur la mesure du capital humain

Résumé

Le présent document, qui est un extrait du Guide de la mesure du capital humain, introduit la proposition de Compte satellite pour l'éducation et la formation telle qu'elle est exposée au chapitre 5 du Guide. Le Bureau de la Conférence des statisticiens européens a révisé le Guide en février 2016 et décidé de le communiquer pour consultation par voie électronique. Le texte intégral du Guide peut être consulté à l'adresse suivante : www.unece.org/index.php?id=40939#.



I. Introduction

1. Lorsque des extensions aux comptes nationaux sont envisagées, par exemple pour le capital humain, le point de départ naturel est l'établissement d'un compte satellite. L'approche du compte satellite est décrite dans le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008). La forme élémentaire d'un compte satellite réorganise simplement les éléments des comptes nationaux classiques et y introduit des informations et des précisions complémentaires. Toutefois, les comptes satellites peuvent être utilisés aussi pour étudier des estimations qui vont au-delà du cadre des comptes nationaux, telles que les élargissements du champ couvert, l'extension du domaine de la production, des concepts différents et des modifications de nomenclature ou des méthodes expérimentales comme celles qui sont explorées au chapitre 6 du Guide sur la mesure du capital humain (ci-après le Guide).

2. D'après le SCN 2008 (par. 1.54) : « Il est souvent proposé d'inclure dans la formation brute de capital fixe les dépenses consacrées à la formation du personnel et à l'éducation en tant qu'investissement en capital humain. » (voir la discussion approfondie au chapitre 2 du Guide, à partir du paragraphe 14). La mise au point d'un compte satellite pour l'éducation et la formation axé sur les dépenses consacrées à l'éducation et à la formation semble par conséquent constituer une première étape logique lorsqu'il s'agit d'estimer le capital humain, sans toutefois changer le domaine des actifs des Comptes nationaux. Le compte satellite pour l'éducation et la formation peut constituer en soi un important outil d'analyse à l'appui de la prise de décisions ; toutefois, une étude complète du capital humain requiert en outre l'élaboration d'un compte satellite du capital humain. Cette deuxième étape, décrite au chapitre 6, exige une extension considérable des domaines de la production et des actifs du SCN, ainsi que de nouvelles méthodes.

3. Dans le présent chapitre, l'établissement d'un compte satellite pour l'éducation et la formation est examiné. Ce compte sera largement fondé sur les données monétaires du compte national déjà disponibles, mais fournira une description et une évaluation plus détaillées des activités de production qui contribuent à la création du capital humain et des agents de financement. Pour élargir l'analyse au-delà des données monétaires, les statistiques relativement riches déjà rassemblées sur l'éducation dans de nombreux pays seront présentées dans des tableaux complémentaires du compte satellite (voir partie V).

4. Les dépenses consacrées à l'enseignement formel et informel, notamment à la formation interne (propre compte) dans les entreprises figureront dans le compte satellite. Celui-ci s'écarte légèrement des concepts fondamentaux de la comptabilité nationale, des définitions et des classifications en décomposant et en regroupant les diverses transactions relatives à l'éducation, à la formation, etc. L'UNESCO a établi la Classification internationale type de l'éducation (CITE) qui peut offrir une base solide pour ventiler les informations agrégées des comptes nationaux sur l'éducation et la formation en rubriques plus détaillées qui seront utiles pour l'étude du capital humain¹. Le compte satellite respecte largement le domaine de la production des comptes nationaux, mais il l'élargit légèrement pour inclure le produit provenant des dépenses des entreprises consacrées à la formation interne (formation pour compte propre). L'élaboration conceptuelle du compte satellite, en l'absence de directives spécifiques du SCN ou du SEC 2010, s'inspire de précédentes études effectuées au niveau international (Quintela, 2007 ; Di Veroli, Tartamella, 2010 ; Jeljoul, Dalous, Brière, 2011 ; Bos, 2011 ; Baldassarini, Righi, 2012 ; Tronti, 2012), des directives méthodologiques élaborées par l'UNESCO, l'OCDE et Eurostat (ci-après UOE)

¹ Les comptes européens nécessitent des précisions supplémentaires fondées sur la CITE depuis la mise en place du SEC 2010.

dans « UOE Data Collection on Education Systems, Volume 1 Manual Concepts, Definitions and Classifications » (Collecte des données sur les systèmes éducatifs, vol. 1, Concepts, définitions et classifications) (UNESCO, OCDE, Eurostat, 2013) et, enfin, de l'expérience acquise à établir d'autres comptes satellites – comme les comptes SERIEE de dépenses consacrées à la protection de l'environnement – Guide de compilation (Eurostat, 2002) et le Système de comptes de la santé (OCDE, Eurostat, OMS, 2011). Les principales variables examinées et les produits, producteurs et agents de financement sélectionnés pour construire le compte satellite pour l'éducation et la formation sont décrits dans les parties II et III.

5. Le compte satellite proposé comprend une série de tableaux principaux et de tableaux complémentaires, examinés respectivement dans les parties IV et V. Les tableaux principaux comprennent un tableau fondé sur le Cadre de ressources et d'emplois et des tableaux fondés sur le Compte des ressources et des emplois qui sont légèrement développés pour montrer le détail des transactions relatives aux produits de l'éducation et de la formation. La présentation des tableaux proposés illustre le niveau de détail souhaité pour le compte satellite ; néanmoins, en fonction de la situation nationale, on pourrait opter pour d'autres types de ventilation ou pour une ventilation plus détaillée. Le compte satellite fournit des informations sur les agents de financement et de production des services éducatifs et sur le montant de l'investissement qui finance les activités correspondantes par secteur institutionnel. Un résumé en est donné au tableau 2, qui montre le lien entre les agents de financement et les producteurs de services et de biens éducatifs. Les tableaux de ressources et d'emplois donnent également des informations sur les principaux emplois (consommation intermédiaire, consommation finale, exportation de services éducatifs). Ils comportent des informations sur les transactions suffisamment détaillées pour faire la distinction entre les dépenses, la production et le financement de l'éducation et de la formation.

6. Les concepts et les méthodes du Système de comptabilité nationale fournissent une description quantitative de l'activité économique relative à l'éducation et à la formation dans l'économie nationale et par conséquent ils déterminent son importance et ses relations avec d'autres secteurs. Il s'ensuit qu'avoir accès à la valeur du produit par type de produit éducatif permet de recenser des informations précieuses telles que : i) la manière d'utiliser l'éducation et la formation dans l'économie nationale ; ii) l'importance relative des agents de financement et des producteurs d'éducation ; iii) la part de l'éducation et de la formation financée respectivement par les particuliers, les entreprises et les pouvoirs publics ; iv) les niveaux de la CITE auxquels des ressources majeures sont allouées ; v) les relations avec le reste du monde et, éventuellement, le bilan des gains pour les étudiants ou les producteurs nationaux dans le pays d'origine ou à l'étranger. En outre, les comptes satellites pour l'éducation et la formation fournissent les principaux éléments des estimations, fondées sur les coûts, du stock de capital humain, ainsi que des informations utiles pour les politiques d'éducation et de rémunération. Par conséquent, ils peuvent fournir un ensemble de données précieux aux universitaires pour faire avancer la recherche sur la mesure du capital humain.

II. Principales variables du Compte satellite pour l'éducation et la formation

7. Le compte satellite décrit le système éducatif principalement sous l'angle des dépenses. Un lien clair devrait exister avec les données disponibles dans les comptes nationaux. Dans ceux-ci, les dépenses courantes consacrées à l'éducation renvoient aux dépenses de consommation finale consenties soit par les ménages, sous forme de versements directs, soit par l'État ou par des institutions sans but lucratif. En outre, les

dépenses directes et indirectes des entreprises consacrées à l'éducation et à la formation devraient être ajoutées. Les dépenses directes des entreprises consistent en achats de services éducatifs qui entrent dans le cadre de la consommation intermédiaire et les dépenses indirectes vont à la formation interne. Cette dernière, qui relève également de la consommation intermédiaire dans le SCN, est aujourd'hui reconnue comme un produit distinct, ce qui élargit légèrement le domaine de production, sans toutefois modifier le PIB. La manière d'estimer la formation pour compte propre des entreprises est examinée dans la section 4.2 du chapitre 4 du Guide et concerne principalement les coûts du personnel (salaires).

8. Les dépenses courantes totales seront égales à l'offre (production et importations) de biens et services éducatifs. Les tableaux de ressources et d'emplois des comptes nationaux peuvent être utilisés pour déterminer les dépenses courantes et les services éducatifs fournis par tel ou tel prestataire (unités productrices). De ce fait, ils introduisent une ventilation des dépenses diverses relatives à la formation de capital humain par type de produit ou selon les divers niveaux et types d'éducation (formelle et informelle).

9. Les dépenses consacrées à la formation brute de capital fixe dans le système éducatif jouent un rôle essentiel dans la fourniture de services éducatifs en maintenant ou en développant la capacité de production. Toutefois, ces dépenses doivent être clairement différenciées des dépenses courantes consacrées à l'éducation et il faut veiller à ne pas additionner ces deux types de dépenses. Il convient de noter que la consommation de capital fixe dans l'éducation est déjà comprise dans les coûts de production courants. Cependant, il est intéressant de faire apparaître dans les tableaux les dépenses consacrées aux investissements dans le secteur de l'éducation et le Guide recommande qu'elles soient incluses.

10. Les dépenses relatives aux activités suivantes sont prises en considération :

a) Activités essentielles (dépenses courantes) :

- Enseignement formel dispensé dans des établissements d'enseignement (marchands et non marchands) ;
- Formation professionnelle formelle dispensée dans des écoles professionnelles ;
- Autres activités personnelles et culturelles (par exemple, écoles de langues, auto-écoles, écoles de danse) ;

b) Autres dépenses (dépenses courantes) :

- Sessions (externes ou internes) de formation professionnelle permanente et autres formes d'éducation permanente² ;
- Dépenses auxiliaires (par exemple, transports scolaires, manuels et autres dépenses consacrées à du matériel directement utilisé dans l'enseignement, etc.)³ ;

c) Autres dépenses (dépenses de capital) :

- Recherche-développement (R-D) dans le domaine de l'éducation (dans les comptes nationaux, elle est incluse dans la formation brute de capital fixe) ;
- Dépenses consacrées à la formation brute de capital fixe autre que la recherche-développement.

² Périodes planifiées de formation/d'instruction/de travaux pratiques ; rotation des postes de travail ; échanges avec d'autres entreprises ; cercles d'apprentissage ou de qualité ; auto-apprentissage ; instruction dispensée à l'occasion de conférences, d'ateliers, de séminaires, etc.

³ On peut discuter le point de savoir quelles dépenses définir comme étant pertinentes pour l'éducation dans le compte satellite. D'autres pourraient être prises en considération, par exemple le logement, les repas, les services de santé ou les services sociaux pour les étudiants.

11. Il est recommandé que les activités des deux listes a) et b) ci-dessus soient reprises par le compte satellite en tant que dépenses courantes consacrées à l'éducation, mais, en raison de l'insuffisance de données dans certains pays, en particulier en ce qui concerne le groupe b), il ne sera peut-être pas possible d'inclure certaines d'entre elles, voire la totalité. Dans ce dernier cas, il est recommandé aux instituts nationaux de statistique d'envisager d'étendre la collecte de données dans ces domaines.

12. Tous les coûts d'éducation (publique et privée) des établissements éducatifs/de formation professionnelle, des entreprises et des particuliers sont pris en compte. Les transactions associées à ces dépenses sont comptabilisées sur la base de l'exercice⁴ afin d'être conformes aux principes du SCN au moment de l'enregistrement. Le Guide recommande que les dépenses courantes comprennent les éléments visés dans les paragraphes qui vont suivre.

13. Les dépenses de consommation finale consacrées à l'éducation dans les administrations publiques et les institutions sans but lucratif concernent le groupe 09 de la Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) et le groupe 04 de la Nomenclature des fonctions des institutions sans but lucratif au service des ménages (COPNI) (voir tableau 1). Ces dépenses engloberont toute la production non marchande, sauf les dépenses payées directement par les ménages (versements directs). La production non marchande est évaluée habituellement par les coûts totaux de production, y compris la consommation de capital fixe, et les impôts nets (SCN 2008, par. 6.94). Les dépenses de consommation finale engloberont également d'autres transferts sociaux en nature, outre les biens et services éducatifs, par exemple les transports scolaires gratuits, fournis directement aux ménages (SCN 2008, par. 3.83).

14. Les dépenses directes de consommation consacrées par les ménages à l'achat de biens et services auprès d'établissements éducatifs : i) le groupe 10 de la COICOP couvre les coûts des services éducatifs ; ii) les produits qui sont exigés pour participer aux programmes et qui sont par conséquent imposés à l'étudiant, directement ou indirectement, par l'établissement d'enseignement (uniforme scolaire, livres nécessaires aux études, équipement d'éducation physique, matériel pour les cours artistiques, etc. ; iii) les coûts des articles pédagogiques qui ne sont pas exigés par l'établissement, mais que les étudiants et les ménages choisissent d'acheter à l'appui de leurs études (livres complémentaires ou ordinateur, logiciels d'apprentissage à utiliser à domicile) (peuvent être pris en compte dans différents groupes de la COICOP, voir tableau 1) ; iv) les coûts des cours particuliers pour soutenir la participation au programme scolaire ; v) les coûts de programmes de formation informelle et de cours privés de langue ou d'autres matières⁵ et les transports scolaires que la famille paie de sa poche) (rubrique mineure du groupe 07 de la COFOG).

III. Identification des produits, des producteurs et des agents de financement

15. La présentation des services et produits éducatifs à prendre en considération dans le compte satellite est alignée sur la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, rév.4), la Classification centrale de produits (CPC version 2.1) et les directives adoptées par l'UNESCO, l'OCDE et Eurostat pour la collecte de données financières relatives à l'éducation (UNESCO, OCDE, Eurostat, 2013). La production du secteur se caractérise par trois produits principaux : i) l'éducation ; ii) les

⁴ À la différence du recueil de données financières de l'UNESCO, de l'OCDE et d'Eurostat où les chiffres sont calculés sur une base de caisse (UNESCO, OCDE, Eurostat, 2013).

⁵ À la différence des statistiques de l'UNESCO, de l'OCDE et d'Eurostat (UNESCO, OCDE, Eurostat, 2013).

services administratifs ; et iii) les autres services, tous ventilés selon la CITE 2011 (voir tableau 1 pour plus de précisions) :

- I. Niveaux 0 et 1 de la CITE (enseignement préprimaire/primaire)⁶ ;
- II. Niveaux 2 et 3 de la CITE (enseignement secondaire) ;
- III. Niveaux 4 à 8 de la CITE (enseignement supérieur) ;
- IV. Enseignement non CITE⁷ ;
- V. Dépenses auxiliaires, à savoir transport, manuels et autres livres, et autres dépenses d'équipement (ordinateurs, etc.).

16. Les dépenses et activités indiquées au tableau 1 présentent une image assez détaillée du secteur éducatif, avec quelques exceptions :

- La rubrique « Services administratifs » est seulement différenciée dans la COFOG et par conséquent une ventilation de ces dépenses selon le niveau de la CITE ne peut se faire que pour les administrations publiques ;
- Plusieurs postes de dépenses auxiliaires ne sont qu'en partie liés à l'éducation (par exemple, les transports). Ceci est valable pour les rubriques de la Classification centrale de produits (CPC version 2.1) et celles de la Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle (COICOP). Pour les rubriques ne concernant pas entièrement l'éducation, d'autres sources de données monétaires (enquête sur le budget des ménages ou sources administratives, à savoir le Ministère de l'éducation) ou des informations non monétaires (nombre d'étudiants) peuvent aider à affiner les estimations.

17. Au cours de l'élaboration du Guide, il est devenu évident que souvent les classifications statistiques internationales utilisées habituellement par le SCN n'identifient pas avec suffisamment de précision les produits éducatifs. Dans les travaux futurs, il faudrait s'efforcer de rendre les classifications concernant les coûts/produits éducatifs plus détaillées.

18. Les agents de financement dans les domaines de l'éducation et de la formation, ventilés par secteur institutionnel, sont présentés au tableau 2 et classés en grands groupes de producteurs et de produits. Dans certains cas, il peut n'y avoir aucune transaction ou bien il peut être impossible d'identifier les transactions pertinentes en raison de l'insuffisance des données. Par exemple, il se peut que la balance des paiements ne fournisse pas de chiffres assez détaillés pour permettre une ventilation par produit pour le « reste du monde ».

IV. Les principaux tableaux du compte satellite pour l'éducation et la formation

19. Le *premier tableau du compte satellite pour l'éducation et la formation* est un tableau de ressources et d'emplois, des précisions supplémentaires étant fournies au tableau 3. La partie supérieure du tableau 3 présente la production du secteur de

⁶ Les coûts de la garde d'enfants fournie par les écoles maternelles ou primaires sont exclus.

⁷ Il comprend les sessions de formation professionnelle sanctionnées par un diplôme (après un nombre variable d'années d'études), le soutien éducatif, les sessions de formation dans le secteur des entreprises, les cours d'éducation permanente des adultes, les services récréatifs et de réadaptation professionnelle pour les personnes handicapées ou sans emploi, le coût des cours privés de langue ou les cours récréatifs (différents des comptes financiers de l'UNESCO, de l'OCDE et d'Eurostat).

l'éducation, ventilée par type de producteur (producteurs marchands ou non marchands). La production d'éducation et de formation en interne peut également être enregistrée dans les colonnes des autres secteurs d'activité. Dans les lignes, les services d'éducation et de formation sont ventilés beaucoup plus en détail que ce n'est généralement le cas dans un cadre de ressources et d'emplois général. La partie inférieure du tableau 3 montre les divers emplois (consommation intermédiaire, consommation finale, exportation) des services d'éducation et de formation par produit. Par rapport au tableau d'emplois habituel, il est proposé de procéder à une ventilation plus détaillée de l'apport de travail par niveau éducatif, montrant ainsi la demande des divers types de travail et permettant une analyse de l'évolution des segments correspondants du marché du travail et aussi une analyse des inadéquations (futurs) de la demande et de l'offre de travail. Ces informations sont absolument indispensables pour mieux étudier la productivité multifactorielle, ce qui pourrait contribuer à intégrer une évaluation des apports et des résultats du processus éducatif avec le calcul des rendements financiers du capital humain par sexe, âge et cohorte de niveau d'instruction. Enfin, il est également proposé d'ajouter une ligne correspondant à la formation brute de capital fixe par branche d'activité.

20. Le *deuxième tableau principal du compte satellite* est le tableau des ressources et des emplois (tableau 4) qui montre les emplois (coûts) et les ressources (revenus) des unités institutionnelles qui produisent les services d'éducation et de formation. Les unités institutionnelles sont regroupées sous les secteurs institutionnels dans lesquels elles sont classées : administrations publiques, sociétés financières/non financières, institutions sans but lucratif au service des ménages, ménages ou reste du monde. La classification des emplois et des ressources par secteur institutionnel est particulièrement intéressante pour identifier les différents rôles de chaque secteur dans la production d'éducation et de formation et leurs modalités de financement. Il importe tout particulièrement d'élaborer l'information par niveau éducatif (ou produit éducatif).

21. Dans le *Tableau des ressources*, les transferts courants et les transferts en capital constituent généralement une part importante du revenu/financement. L'estimation des « transferts courants » provenant des agents de financement nécessite l'affectation de recettes publiques à des fonctions spécifiques remplies par les administrations publiques (produits éducatifs). Les « transferts en capital » consistent en transferts particuliers (dons et autres formes de transferts occasionnels) intéressant l'accumulation d'actifs non financiers des bénéficiaires. Les « revenus tirés de la vente » sont une caractéristique des producteurs marchands, mais les institutions non marchandes (administrations publiques et ISBLSM) peuvent aussi enregistrer des ventes importantes (par exemple pour les produits auxiliaires ou la rémunération partielle des services éducatifs fournis). La rubrique « Autres revenus » concerne, par exemple, les recettes (nettes) d'intérêts et de dividendes sur les investissements financiers. Dans le *Tableau des emplois*, les lignes présentent les divers éléments de coût, ainsi que l'utilisation et l'investissement de capital relatif à la production de services d'éducation et de formation.

22. Un deuxième *Tableau de ressources/d'emplois* donnant d'autres détails est ajouté (tableau 5). Il conserve les mêmes lignes que le tableau 4, mais les colonnes présentent une ventilation des producteurs par type de produit éducatif. L'objectif du tableau 5 est de parvenir à l'information permettant d'évaluer à quel produit éducatif les ressources provenant des agents de financement sont affectées. De surcroît, il est possible d'identifier l'utilisation des ressources faite par les producteurs de chaque produit éducatif. Dans l'idéal, on pourrait envisager une classification qui comprendrait à la fois le secteur institutionnel et le type de produit éducatif, mais il pourrait s'avérer très difficile de fractionner chaque flux économique avec un tel niveau de détail.

23. La construction des tableaux est une tâche complexe en raison de la difficulté d'identifier à la fois les sources de données les plus appropriées pour les coûts encourus par les producteurs de chaque produit éducatif et l'affectation exacte des transferts/paiements effectués par les agents de financement, étant donné que les diverses sources utilisent fréquemment des classifications différentes qui doivent être harmonisées. À cet égard, l'estimation des transferts/contributions courants provenant des administrations publiques pourrait s'avérer très problématique, étant donné qu'elle exige l'affectation des dépenses publiques à des fonctions spécifiques exécutées par ces administrations. En l'absence de chiffres détaillés, une solution pratique courante consiste à supposer que le financement par les pouvoirs publics de l'éducation qu'ils produisent eux-mêmes est égal à la production de l'éducation publique elle-même. Il convient de noter que, sans cette hypothèse, il est presque impossible de parvenir à un enregistrement cohérent des diverses transactions (Di Veroli, Tartamella, 2010).

V. Les tableaux complémentaires du compte satellite pour l'éducation et la formation

24. Les informations fournies par le compte satellite sont complétées par les *tableaux supplémentaires* (6 à 8) se rapportant aux données non monétaires, ainsi qu'il est suggéré pour les comptes satellites dans le SCN 2008. Le tableau 6 donne des informations sur la population résidente, ventilées par sexe, tranche d'âge et niveau d'instruction.

25. Les tableaux supplémentaires 7 et 8 montrent, respectivement, le nombre d'étudiants (ventilé par sexe et par niveau éducatif) et le nombre d'adultes en formation professionnelle continue, en formation permanente ou dans d'autres types d'éducation informelle (ventilés par sexe et tranche d'âge). Ces données pourraient fournir la possibilité d'estimer le coût annuel par habitant d'un étudiant type et le coût total nécessaire pour obtenir un certain niveau de qualification. Des données sur le nombre d'enseignants sont également incluses.

VI. Conclusion

26. Le Guide recommande aux pays, comme première étape, d'élaborer un compte satellite pour l'éducation et la formation. L'objectif d'un tel compte est de différencier et de ventiler les diverses dépenses consacrées à l'éducation et à la formation, notamment de montrer les dispositions financières relatives à ces dépenses. La proposition introduit une légère extension du domaine de la production puisqu'elle recommande de reconnaître les produits provenant des dépenses internes consacrées à l'éducation et à la formation par les employeurs. Des difficultés subsistent et elles appellent un travail plus poussé. Ainsi, au cours de l'élaboration de ce Guide, il est apparu à l'évidence que bien souvent, les classifications statistiques internationales utilisées par le SCN n'identifient pas avec suffisamment de précision les produits éducatifs. Parmi les futurs travaux, il faudrait envisager d'améliorer le niveau de détail des classifications concernant les coûts/produits éducatifs.

Annexe

Tableaux

Tableau 1

Produits CITE pris en considération dans le compte satellite pour l'éducation et la formation et correspondance avec CPC ver.2.1, CITI rév.4, COFOG, COPNI, COICOP

		CPC ver.2.1	CITI rév.4	COFOG	COPNI	COICOP
Services éducatifs, administratifs et autres	CITE 0 -1 (EP1)	921 Services d'enseignement préélémentaire	851 Activités d'enseignement préprimaire et primaire	09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	04.1 Enseignement préélémentaire et primaire	10.1.0 Enseignement préélémentaire et primaire
		922 Services d'enseignement primaire				
	CITE 2-3 (EP2)	923 Services d'enseignement secondaire	852 Activités d'enseignement secondaire	09.2 Enseignement secondaire	04.2 Enseignement secondaire	10.2.0 Enseignement secondaire
	CITE 4-8 (EP3)	924 Services d'enseignement postsecondaire non supérieur	8530 Activités d'enseignement supérieur	09.3 Enseignement postsecondaire non supérieur	04.3 Enseignement postsecondaire non supérieur	10.3.0 Enseignement postsecondaire non supérieur
		925 Services d'enseignement supérieur		09.4 Enseignement supérieur	04.4 Enseignement supérieur	10.4.0 Enseignement supérieur
	<i>Services administratifs en fonction du niveau de la CITE</i>	91121 Services administratifs publics de l'éducation	8412 Tutelle des activités des organismes qui s'occupent de santé, d'éducation, de culture et d'autres activités sociales, à l'exception de la sécurité sociale	09.6 Services annexes à l'enseignement		
	Enseignement hors CITE (EP4)	9291 Autres services d'enseignement et de formation	854 Autres activités d'enseignement	09.5 Enseignement non défini par niveau	04.5 Enseignement non défini par niveau	10.5.0 Enseignement non défini par niveau
		92919 Autres services d'enseignement et de formation, n.c.a.	854 Autres activités d'enseignement	09.8 Enseignement n.c.a. (SC)	04.7 Autres services d'enseignement	

		CPC ver.2.1	CITI rév.4	COFOG	COPNI	COICOP
		92919 Autres services d'enseignement et de formation, n.c.a.	8549 Autres activités d'enseignement n.c.a.			07.2.4 Leçons de conduite
		92912 Services d'enseignement liés aux sports et aux loisirs	8541 Activités d'enseignement liées aux sports et aux loisirs		03.1.0 Services récréatifs et sportifs	09.4.1 Services récréatifs et sportifs
		92911 Services culturels	8542 Activités d'enseignement à caractère culturel		03.2.0 Services culturels	09.4.2 Services culturels
		9292 Services de soutien éducatif	855 Activités d'appui pédagogique			
		93411 Services de réadaptation professionnelle pour les personnes handicapées	881 Activités d'action sociale sans hébergement pour les personnes âgées et les handicapés		05.1.0 Services de protection sociale	12.4.0 Protection sociale
		93412 Services de réadaptation professionnelle pour les personnes sans emploi	889 Autres activités d'action sociale sans hébergement			

Tableau 1 (*suite*)

	CPC ver.2.1	CITI rév.4	COFOG	COPNI	COICOP
Dépenses accessoires/connexes (EP5)	88520 Services de fabrication d'articles en matières plastiques	2220 Fabrication d'articles en matières plastiques			
	452 Machines comptables et leurs parties et accessoires	2620 Fabrication d'ordinateurs et de matériel périphérique			09.1.3 Matériel de traitement de l'information
	35120 Couleurs pour la peinture artistique, l'enseignement, la peinture des enseignes, la modification des nuances, l'amusement et couleurs similaires/ 3891 Stylos, crayons, timbres, rubans pour machines à écrire et rubans similaires, tampons encreurs et articles similaires/ 38961 Tableaux, peintures et dessins ; gravures, estampes et lithographies originales ; productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture	2022 Fabrication de peintures, vernis et produits similaires, d'encre d'imprimerie et de mastics/ 3290 Autres activités de fabrication n.c.a			09.5.4 Papeterie et matériel de dessin

	CPC ver.2.1	CITI rév.4	COFOG	COPNI	COICOP
Dépenses accessoires/connexes (EP5)	61284 Services des intermédiaires du commerce en gros, d'ordinateurs et de logiciels prêts à l'emploi/ 61285 Services des intermédiaires du commerce en gros, de matériel électronique et de télécommunication et de ses pièces	4651 Commerce de gros d'ordinateurs, de matériel périphérique et de logiciels d'ordinateurs			
	62551 Services des intermédiaires du commerce de détail de livres, journaux, magazines et articles de papeterie	4741 Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques, de logiciels et de matériel de télécommunication en magasins spécialisés			
	32210 Manuels d'enseignement imprimés/ 32291 Livres professionnels, techniques et savants	5811 Édition de livres			09.5 Livres
	47821 Applications générales aux fins de la productivité des entreprises et de l'usage domestique, logiciels prêts à l'emploi et publiés à usage domestique à des fins de divertissement, de référence ou éducatives –	5820 Édition de logiciels			

	CPC ver.2.1	CITI rév.4	COFOG	COPNI	COICOP
	logiciels de traitement de texte, tableurs, bases de données simples ; applications pour graphiques ; logiciels de gestion de projets, logiciels informatiques de formation, logiciels de référence et d'enseignement à domicile, etc.)/ 47811 Systèmes d'exploitation, prêts à l'emploi				
	64119 Autres services de transport terrestre de voyageurs, n.c.a./ 64114 Services locaux réguliers de transport routier de voyageurs à des fins spéciales (services de transport des écoliers par autocar scolaire entre leur domicile et l'école et entre écoles)	4922 Autres transports terrestres de voyageurs			07.3.1 Transport ferroviaire de voyageurs/ 07.3.2 Transport routier de voyageurs
Services de R-D dans le domaine de l'éducation (EP6)	81 Services de recherche-développement	72 Recherche scientifique et développement	09.7 R-D dans le domaine de l'enseignement	04.6 R-D dans le domaine de l'enseignement	

Tableau 2

Transactions entre agents de financement et producteurs de d'éducation et de formation

AGENT DE FINANCEMENT		PRODUCTEUR										
		Administrations publiques					Sociétés et ISBLSM					Reste du monde
		PRODUIT										
Enseignement/ formation de type scolaire (EP1)	Enseignement/ formation de type scolaire (EP2)	Enseignement/ formation de type scolaire (EP3)	Enseignement/ formation de type extrascolaire (notamment formation des employés par leurs employeurs) (EP4)	Biens et services auxiliaires (EP5)	Enseignement/ formation de type scolaire (EP1)	Enseignement/ formation de type scolaire (EP2)	Enseignement/ formation de type scolaire (EP3)	Enseignement/ formation de type extra-scolaire (notamment formation des employés par leurs employeurs) (EP4)	Biens et services auxiliaires (EP5)	Total (EP1- EP5)		
Administration centrale / Administration d'États fédérés (FA1)	S.1311 – S.1312	X	X	X	X	-	X	X	X	X	X(*)	X
Administration locale (FA2)	S.1313	X	X	X	X	-	X	X	X	X	X(*)	X(*)
Sociétés financières /non financières (FA3)	S.11- S.12	X	X	X	X(*)	-	-	-	X	X	X(*)	X(*)
ISBLSM (FA4)	S.15	X	X	X	X(*)	-	X	X	X	X	X(*)	-
Ménages (FA5)	S.14	X	X	X	X	-	X	X	X	X	X	X
Reste du monde (FA6)	S.2	X(*)	X(*)	X	X(*)	-	X(*)	X(*)	X	X(*)	-	-

* Cellules susceptibles d'avoir des flux faibles ou non identifiés.

Tableau 3
Tableau des ressources et des emplois

RESSOURCES											
		Production par secteur de l'industrie (CITI rev.4)						Production totale (aux prix de base)	Importations (f.a.b.)	Impôts moins les subventions sur les produits	Total des ressources aux prix d'acquisition
		Agriculture, sylviculture et pêche	...	Total	Producteurs marchands	Producteurs non marchands	...				
Agriculture, sylviculture et pêche											
...											
Services éducatifs	Total										
	<i>Enseignement/ formation de type scolaire – Total (EP1 - EP3)</i>										
	<i>CITE 0-1 (EP 1)</i>										
	<i>CITE 2-3 (EP 2)</i>										
	<i>CITE 4-8 (EP 3)</i>										
	<i>Enseignement/formation de type extrascolaire (notamment formation des employés par leurs employeurs) (EP 4)</i>										
	<i>Services auxiliaires (EP 5)</i>										
...											
Production totale											
<i>Production marchande</i>											
<i>Production non marchande</i>											

EMPLOIS																
		Production par secteur de l'industrie (CITI rev.4)						Consommation intermédiaire totale	Consommation finale					Exportations de biens et services	Formation brute de capital	Total emplois aux prix d'acquisition
		Agriculture, sylviculture et pêche	...	Services éducatifs			...		Ménages	Administrations		ISBLSM	Total			
				Total	Producteurs marchands	Producteurs non marchands				Collective	Individuelle					
Agriculture, sylviculture et pêche																
...																
Services éducatifs	Total															
	Enseignement/ formation de type scolaire – Total (EP1 - EP3)															
	CITE 0-1 (EP 1)															
	CITE 2-3 (EP 2)															
	CITE 4-8 (EP 3)															
	Enseignement/formation de type extrascolaire (notamment formation des employés par leurs employeurs) (EP 4)															
	Services auxiliaires (EP 5)															
...																
Emploi intermédiaire et final total																
Valeur ajoutée brute																
Rémunération des salariés																
Autres impôts nets sur la production																
Excédent brut d'exploitation/ revenu mixte brut																
Excédent net d'exploitation/ revenu mixte net																
Consommation de capital fixe																
Total produit																

Information complémentaire															
Formation brute de capital fixe															
Apport de la main-d'œuvre par niveau d'instruction															
<i>CITE 0-1</i>															
<i>CITE 2-3</i>															
<i>CITE 4-8</i>															

Tableau 4

Tableau des ressources/emplois du secteur par institution productrice d'éducation

	Administration centrale/ d'États fédérés (S.1311)	Administration locale (S.1313)	Sociétés financières/ non financières (S.11/S.12)	ISBLSM (S.15)	TOTAL (EP1-EP5)
RESSOURCES					
Transferts courants provenant des agents de financement					
<i>Administration centrale/d'États fédérés (S.1311)</i>					
<i>Administration locale (S.1313)</i>					
<i>Sociétés financières/non financières (S.11/S.12)</i>					
<i>ISBLSM (S.15)</i>					
<i>Ménages (S.16)</i>					
<i>Reste du monde</i>					
Revenus provenant des ventes					
Transferts de capital provenant des agents de financement					
<i>Administration centrale/d'États fédérés (S.1311)</i>					
<i>Administration locale (S.1313)</i>					
<i>Sociétés financières/non financières (S.11/S.12)</i>					
<i>ISBLSM (S.15)</i>					
<i>Ménages (S.16)</i>					
<i>Reste du monde</i>					
Autres revenus (capital, assurances, loyers)					
EMPLOIS					
Consommation intermédiaire					
Indemnisation des employés					
Salaires et traitements					
Cotisations sociales des employeurs					
Impôts sur la production et les importations					
Subventions à déduire					
Consommation de capital fixe					
Total des dépenses courantes/production					
Formation brute de capital fixe					

Tableau 5

Tableau des ressources/emplois du secteur par produit

	Enseignement/ formation de type scolaire – Total (EP1-EP3)				Enseignement/ formation de type extrascolaire (notamment formation des employés par leurs employeurs) (EP4)	Services auxiliaires (EP5)	TOTAL (EP1-EP5)
	<i>CITE 0-1 (EP1)</i>	<i>CITE 2-3 (EP2)</i>	<i>CITE 4-8 (EP3)</i>	Total (EP1-EP3)			
RESSOURCES							
Transferts courants provenant des agents de financement							
<i>Administration centrale/d'États fédérés (S.1311)</i>							
<i>Administration locale (S.1313)</i>							
<i>Sociétés financières/ non financières (S.11/S.12)</i>							
<i>ISBLSM (S.15)</i>							
<i>Ménages (S.16)</i>							
<i>Reste du monde</i>							
Revenus provenant des ventes							
Transferts de capital provenant des agents de financement							
<i>Administration centrale/ d'États fédérés (S.1311)</i>							
<i>Administration locale (S.1313)</i>							
<i>Sociétés financières/ non financières (S.11/S.12)</i>							
<i>ISBLSM (S.15)</i>							
<i>Ménages (S.16)</i>							
<i>Reste du monde</i>							
Autres revenus (capital, assurances, loyers)							

EMPLOIS							
Consommation intermédiaire							
Indemnisation des employés							
Salaires et traitements							
Cotisations sociales des employeurs							
Impôts sur la production et les importations							
Subventions à déduire							
Consommation de capital fixe							
Total des dépenses courantes/production							
Formation brute de capital fixe							

Tableau 6

Information complémentaire sur la population

	Niveau d'instruction				
	Groupe d'âge	CITE 0-1	CITE 2-3	CITE 4-8	Total
Population résidente	Total				
<i>Hommes</i>	Total				
	<i>0-14 ans</i>				
	<i>15-34 ans</i>				
	<i>35-64 ans</i>				
	<i>65 ans et plus</i>				
<i>Femmes</i>	Total				
	<i>0-14 ans</i>				
	<i>15-34 ans</i>				
	<i>35-64 ans</i>				
	<i>65 ans et plus</i>				

Tableau 7

Information complémentaire sur les étudiants et les enseignants

	Niveau d'instruction				
	CITE 0-1	CITE 2-3	CITE 4-8	NON CITE	Total
Nombre d'étudiants					
<i>Garçons</i>					
<i>Filles</i>					
Montant moyen des coûts et droits d'inscription/frais de scolarité (par élève/étudiant)					
Nombre d'enseignants					

Tableau 8

Information complémentaire sur les adultes en formation professionnelle continue et l'éducation permanente

	Tranche d'âge		
	15-34 ans	35-64 ans	Total
Nombre de personnes en formation en cours d'emploi			
<i>Hommes</i>			
<i>Femmes</i>			
Coûts et droits d'inscription/frais de scolarité par personne			
Nombre d'adultes en éducation permanente			
<i>Hommes</i>			
<i>Femmes</i>			
Montant moyen des coûts et droits d'inscription/frais de scolarité (par personne)			
Nombre d'enseignants			